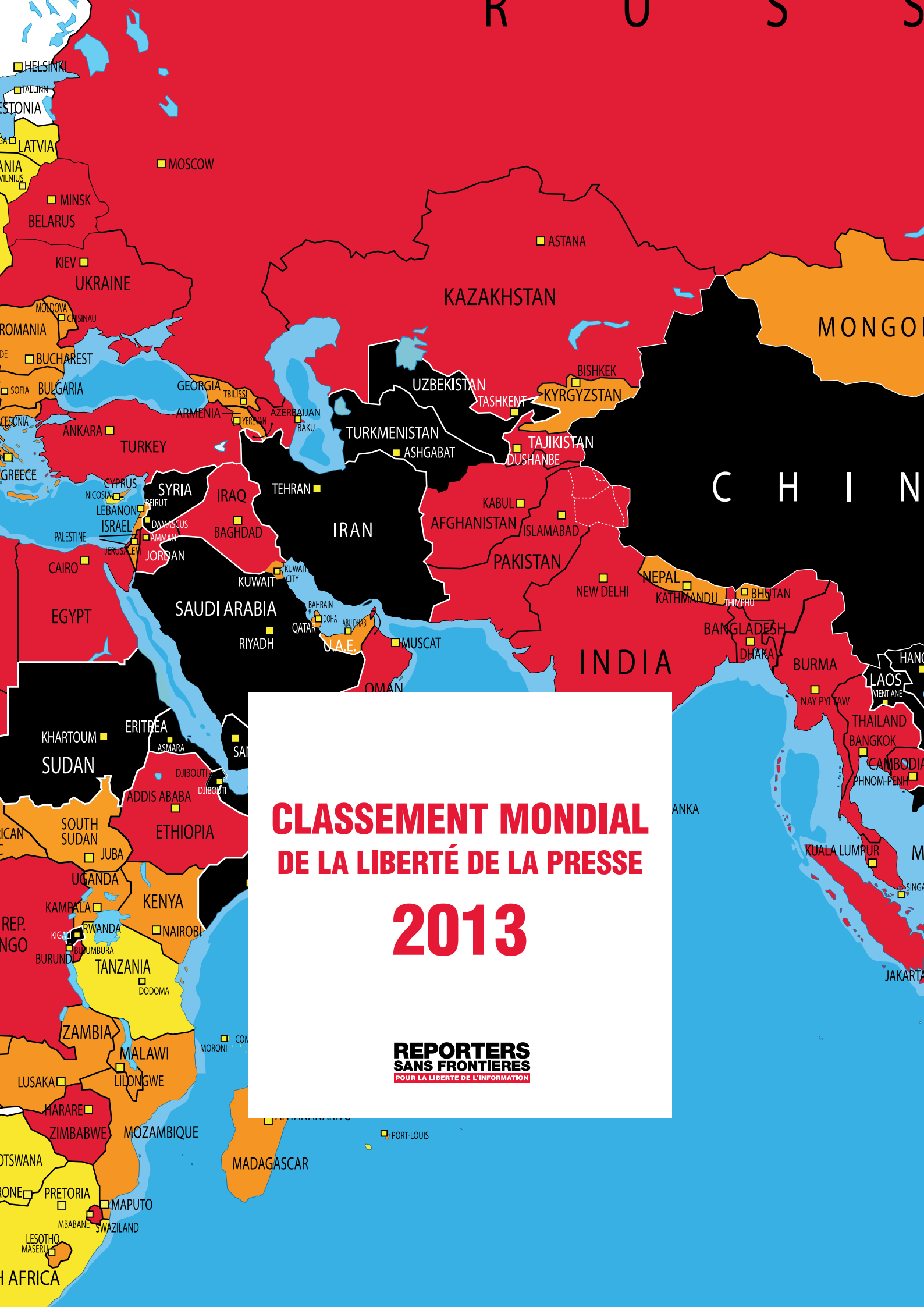




CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2013

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

CLASSEMENT MONDIAL 2013

APRÈS LES PRINTEMPS, LES ESPOIRS DÉÇUS

Reporters sans frontières lance l'Indice annuel de la liberté de la presse

Après les « printemps arabes » et les mouvements contestataires qui en 2011 avaient provoqué des hausses et des chutes, le Classement mondial de la liberté de la presse 2013 publié par Reporters sans frontières marque un retour à une configuration plus habituelle. Le rang d'un grand nombre de pays est moins lié à l'intensité de l'actualité politique. Ainsi, avec le Classement 2013, apprécie-t-on mieux l'attitude et les intentions des régimes vis-à-vis de la liberté de la presse à moyen ou à long terme.

En tête du classement, les trois pays européens qui occupaient les premières places l'an dernier composent à nouveau le trio de tête. Pour la troisième fois consécutive, la **Finlande** se distingue comme le pays le plus respectueux de la liberté de la presse. Elle est suivie par les **Pays-Bas** et la **Norvège**. Même si sont pris en compte de nombreux critères, les violences exercées contre les journalistes comme le cadre juridique, les pays démocratiques occupent la partie haute du classement. Tout en bas, trois pays dictatoriaux composent le « trio infernal ». Il s'agit des mêmes que l'an dernier, le **Turkménistan**, la **Corée du Nord** et l'**Érythrée**.

« Le Classement mondial publié par Reporters sans frontières ne tient pas compte directement de la nature des régimes politiques. Néanmoins, il apparaît clairement que les démocraties protègent mieux la liberté de la production et de la diffusion des informations factuelles que les pays dans lesquels les autres droits humains sont méprisés », observe Christophe Deloire, Secrétaire général de Reporters sans frontières. « Dans les dictatures, les acteurs de l'information s'exposent à des représailles impitoyables pour eux-mêmes et pour leurs

proches. Dans nombre de démocraties, ils font face à la crise économique de la presse et aux conflits d'intérêts. Si leurs situations ne sont pas toujours comparables, il convient de rendre hommage à tous ceux qui résistent aux pressions, qu'elles soient martiales ou diffuses. »

À l'occasion de la sortie du Classement mondial 2013, Reporters sans frontières publie pour la première fois un indice annuel de la liberté de la presse. Par la création de cet indicateur inédit, Reporters sans frontières se dote d'un outil analytique de la performance globale des États, permettant de mesurer l'état général de la liberté d'informer. Grâce aux nouvelles technologies et à l'interdépendance des États et des populations, la liberté de production et de circulation de l'information ne saurait être appréciée sans une mesure à l'échelle planétaire. En 2013, l'indice s'élève à 3395 points, un chiffre de référence pour les années à venir¹.

La déclinaison régionale de l'indice permet une appréciation de la situation relative par grandes zones. Le calcul se fonde sur une moyenne pondérée en fonction de la population, avec des résultats de 0 à 100, zéro représentant une situation idéale. L'étude montre que la zone Europe² obtient le résultat de 17,5 sur 100. Elle est suivie par la zone Amériques (30,0), l'Afrique (34,3), l'Asie-Pacifique (42,2), les pays de l'ex-URSS (45,3). Malgré les printemps arabes, la région Moyen-Orient - Afrique du Nord (48,5) se situe à la dernière place.

L'importance du nombre de journalistes et net-citoyens morts dans l'exercice de leurs fonctions en 2012 (année la plus meurtrière jamais enregistrée par Reporters sans frontières dans son bilan annuel) a naturellement une influence notable sur le classement des pays où les crimes ont été perpétrés, tels que la **Somalie** (175^{ème}, -11), la **Syrie** (176^{ème}, 0), le **Mexique** (153^{ème}, -4) et le **Pakistan** (159^{ème}, -8).

1. La méthodologie du classement a été légèrement amendée et le champ des critères élargi par souci d'apprécier au mieux l'ensemble des facteurs qui déterminent le niveau de liberté de l'information dans un pays. L'indice est la somme des scores de tous les pays figurant au classement. Il évolue donc dans le même sens que les scores de ces pays : plus l'indice est élevé, plus la situation est mauvaise. A contrario, plus l'indice est bas, meilleure est la situation (voir note méthodologique)

2. La zone composée de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et les pays des Balkans

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Du sommet aux abîmes

Les pays nordiques démontrent une nouvelle fois leur capacité à assurer et maintenir un environnement optimal pour les acteurs de l'information. La **Finlande** (1^{er}, 0) les **Pays-Bas** (2nd, +1) et la **Norvège** (3^{ème}, -2) conservent ainsi les trois premières positions. Le **Canada** (20^{ème}, -10) évite de justesse de sortir de la liste des vingt pays les mieux cotés. À noter l'entrée dans le classement d'**Andorre** (5^{ème}) et du **Liechtenstein** (7^{ème}) qui se placent juste derrière le trio de tête.

À l'autre bout du Classement, le « trio infernal » (**Turkménistan**, **Corée du Nord**, **Érythrée**) conforte sa position en queue de classement. L'arrivée de Kim Jong-un à la tête du Royaume ermite n'a rien changé au contrôle absolu de l'information qui y prévaut. Récemment agitée par une courte mutinerie militaire au ministère de l'Information, l'**Érythrée** (179^{ème}, 0) continue d'être une prison à ciel ouvert pour sa population. Des journalistes y meurent en détention. Malgré un discours réformiste, le régime turkmène ne cède pas un pouce de son contrôle totalitaire sur les médias.

Pour la deuxième année consécutive, le « trio infernal » est précédé par la **Syrie** (176^{ème}, 0), où se déroule une guerre de l'information sanguinaire. Au sortir d'une année meurtrière pour les journalistes, la **Somalie** (175^{ème}, -11) sombre dans les tréfonds du classement. L'**Iran** (174^{ème}, +1), la **Chine** (173^{ème}, +1), le **Vietnam** (172^{ème}, 0), **Cuba** (171^{ème}, -4), le **Soudan** (170^{ème}, 0) et le **Yémen** (169^{ème}, +2) complètent la liste des dix pays les moins respectueux de la liberté de la presse. Non content d'emprisonner des journalistes et net-citoyens à tour de bras, l'Iran se distingue par d'abjectes pressions sur les familles des journalistes, sur son territoire comme à l'étranger.

Des améliorations majeures...

Au rang des progressions les plus importantes, le **Malawi** (75^{ème}, +71) remporte la palme, pour revenir quasiment à la position occupée avant les dérives de la fin de la présidence Mutharika. La **Côte d'Ivoire** (96^{ème}, +63) en sortant de la crise post-électorale entre partisans de Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, remonte très

fortement dans le classement, pour retrouver sa meilleure position depuis 2003. La **Birmanie** (151^{ème}, +18) confirme sa légère augmentation observée dans la précédente édition. Grâce au printemps birman, des mesures d'ouverture sans précédent permettent au pays, classé chaque année depuis 2002 dans les quinze derniers rangs, d'accéder à une position historiquement haute. L'**Afghanistan** (128^{ème}, +22) enregistre également une progression sensible. L'absence de journalistes emprisonnés explique cette hausse ; pour autant de nombreux défis restent à relever, notamment avec le retrait des troupes étrangères.

... et des chutes vertigineuses

Le **Mali** (99^{ème}, -74) enregistre la plus forte chute du classement suite aux événements qui ont frappé le pays dans le courant de l'année 2012. Le putsch militaire du 22 mars à Bamako et la prise du nord du pays par les indépendantistes touaregs et des groupes islamistes armés ont exposé les médias du nord du pays à la censure et aux exactions. La **Tanzanie** (70^{ème}, -36) perd plus de trente places. En l'espace de quatre mois, un journaliste a été tué alors qu'il couvrait une manifestation et un autre a été retrouvé mort, manifestement assassiné.

Secoué par des mobilisations socio-économiques, le **Sultanat d'Oman** (141^{ème}) perd 24 places, la plus forte baisse enregistrée pour la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord en 2012. Près de 50 net-citoyens et blogueurs ont été poursuivis pour 'crimes de lèse majesté' et/ou 'crimes de cybercriminalité' ne serait-ce qu'en 2012.

Si les journalistes qui y exercent bénéficient d'une véritable liberté de ton malgré l'existence de la censure militaire, **Israël** (112^{ème}, -20) chute en raison des exactions commises par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens, désormais intégrées dans le calcul, au lieu de faire l'objet d'une catégorie répertoriée, mais séparée.

En Asie, miné par un manque de transparence et un droit d'accès à l'information quasi nul sur les sujets liés de près ou de loin à Fukushima, le **Japon** (53^{ème}, -31) enregistre une forte chute qui sonne comme un avertissement. La

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Malaisie (145^{ème}, -23) atteint la position la plus basse qu'elle ait jamais occupée, et affiche une chute importante due à un accès à l'information de plus en plus limité. Même cas de figure au **Cambodge** (143^{ème}, -26) où l'autoritarisme et la censure se renforcent. Une lourde peine de prison a été prononcée contre un doyen du journalisme. La **Macédoine** (116^{ème}, -22) enregistre également une baisse de plus de vingt places, entre retraits arbitraires de licence et dégradation du climat d'exercice de la profession de journaliste.

Le bilan mitigé des mouvements de contestation

La précédente édition du classement était fondée sur une actualité particulièrement riche, portée par les printemps arabes, dressant le bilan du lourd prix payé par les acteurs de l'information à la couverture des mouvements de contestation. En 2012, des cas de figure se distinguent, entre les pays où des changements de régime se sont produits (**Tunisie, Égypte, Libye**), les États où les rébellions et leur répression ont encore cours (**Syrie, Bahreïn**), et enfin les pays où les autorités ont réussi à faire suffisamment de compromis et de promesses pour calmer de potentielles revendications de changement politique et/ou socio-économiques (**Maroc, Algérie, Oman, Jordanie, Arabie saoudite...**).

Certains nouveaux gouvernements engendrés par ces mouvements, dont les revendications et les aspirations à davantage de libertés avaient été largement relayées par les journalistes et les net-citoyens, se retournent contre ces derniers. La **Tunisie** (138^{ème}, -4), et l'**Égypte** (158^{ème}, +8), entre vide juridique, nominations à la tête des médias publics, agressions physiques, procès à répétition et absence de transparence, stagnent à des positions peu glorieuses qui donnent à la **Libye** (131^{ème}, +23), en progression cette année, une idée des écueils à éviter pour assurer et pérenniser sa transition vers une presse libre.

En Syrie (176^{ème}, 0), pays le plus meurtrier pour les journalistes en 2012, une guerre de l'information fait rage et n'épargne ni les journalistes ni les net-citoyens, pris à partie par le régime de Bashar Al-Assad, prêt à tout pour réprimer en

silence, mais aussi par des factions proches de l'opposition, de plus en plus intolérantes face aux voix discordantes. Au **Bahreïn** (165^{ème}, +8), la répression baisse très légèrement en intensité, au **Yémen** (169^{ème}, +2) les perspectives restent inquiétantes malgré un changement d'exécutif. La vague d'arrestations de net-citoyens à **Oman** (141^{ème}, -24) fait chuter le pays, secoué par des revendications socio-économiques.

Dans d'autres pays touchés par des mouvements contestataires, les situations évoluent pour le meilleur comme pour le pire. Le **Vietnam** (172^{ème}, 0), qui avait perdu 6 places dans la précédente édition, n'a pas su les reprendre et l'une des plus grandes prisons du monde pour les net-citoyens figure parmi les dix pays les plus mal classés. L'**Ouganda** (104^{ème}, +35) reprend un rang plus convenable sans toutefois atteindre celui qui était le sien avant la répression des mouvements de contestation de 2011. L'**Azerbaïdjan** (156^{ème}, +6) et le **Bélarus** (157^{ème}, +11), qui avaient également sombré vers le fond du classement l'an dernier du fait de la violente répression des manifestations d'opposition, ne font que se rapprocher de la place déjà exécrable qu'ils occupaient auparavant. Le **Chili** (60^{ème}, +20) remonte au classement, après avoir connu une chute vertigineuse dans la précédente édition, qui l'avait vu passer de la 33^{ème} à la 80^{ème} place.

L'instabilité politique place les journalistes dans l'œil du cyclone

Dans un certain nombre de pays, l'instabilité politique segmente la profession journalistique, et rend très difficile la production d'une information indépendante. Dans de tels contextes, les menaces et les agressions physiques sont fréquentes, ainsi que des purges au sein des rédactions. Aux **Maldives** (103^{ème}, -30), un coup d'État latent fait chuter dramatiquement le pays, où les journalistes considérés favorables à l'ancien chef de l'État sont victimes de menaces et d'attaques. Au **Paraguay** (91^{ème}, -11), le coup d'État parlementaire du 22 juin 2012 a fortement impacté le secteur audiovisuel public, qui a souffert d'une vague de licenciements abusifs, dans un contexte de répartition inéquitable

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



des fréquences. En **Guinée-Bissau** (92^{ème}, -17) l'armée a renversé le pouvoir entre les deux tours d'une élection présidentielle et a appliqué une censure militaire sur la presse, justifiant la chute sensible du pays dans le classement. Au **Mali** (99^{ème}, -47), un coup d'État militaire a fortement contribué à un climat tendu, de nombreux journalistes ont été agressés dans la capitale, et les médias publics sont, depuis le putsch, contrôlés par l'armée. Si les troubles observés au cours du mois de janvier 2013 en **République centrafricaine** (65^{ème}, -3) ne compteront que dans la prochaine édition du classement, la situation de la liberté de la presse se précarise et fait craindre le pire.

Des « modèles régionaux » qui ne sont pas à la hauteur

Sur quasiment tous les continents, des « modèles régionaux », dont l'influence dépasse les frontières nationales, perdent pied dans le classement. En Amérique latine, le **Brésil** (108^{ème}, -9), moteur économique de la région, poursuit sa chute amorcée l'année dernière. Les cinq journalistes qui ont perdu la vie en 2012, ainsi que des problèmes persistants de pluralisme des médias, expliquent cette dégradation. En Asie, l'**Inde** (140^{ème}, -9) est à son pire niveau depuis 2002. En cause : un climat d'impunité grandissant et une censure du Net qui continue à se développer. La **Chine** (173^{ème}, +1) ne montre aucun signe d'amélioration. Ses prisons détiennent toujours un grand nombre de journalistes et de net-citoyens, alors que la censure du web, de plus en plus impopulaire, demeure un obstacle majeur dans l'accès à l'information. En Europe de l'Est, la **Russie** (148^{ème}, -6) perd encore plusieurs places du fait du tour de vis répressif mis en place depuis le retour à la présidence de Vladimir Poutine, en réponse à la mobilisation sans précédent de l'opposition. Le pays reste également marqué par l'impunité intolérable de nombreux assassins et agresseurs de journalistes. La **Turquie** (154^{ème}, -6), dont l'importance sur l'échiquier politique s'est encore accrue du fait du conflit syrien, s'enfonce un peu plus dans le classement. Le pays

est à ce jour la première prison au monde pour les journalistes, en particulier ceux qui développent des vues critiques des autorités sur la question kurde. Rien de comparable avec l'**Afrique du Sud** (52^{ème}, -10) qui garde une place très honorable - la liberté de l'information y est une réalité - mais qui recule d'année en année jusqu'à sortir pour la première fois des cinquante pays les mieux classés. Le journalisme d'investigation y est menacé par la Loi de « Protection des informations d'État ».

Les démocraties piétinent ou reculent

Statu quo pour une bonne partie des pays de l'Union européenne. Seize d'entre eux figurent toujours dans les trente premières places du classement. Pourtant, le modèle européen s'érode. L'hémorragie législative entamée en 2011 ne s'infléchit pas en 2012, notamment en **Italie** (57^{ème}, +4) où la dépénalisation de la diffamation n'est toujours pas acquise et où les institutions instrumentalisent dangeusement les « lois bâillons ». La **Hongrie** (56^{ème}, -16) paie toujours le prix de ses réformes législatives liberticides qui ont considérablement modifié la pratique du journalisme. Plus inquiétant cependant, la chute vertigineuse de la **Grèce** (84^{ème}, -14) où les journalistes évoluent dans un contexte social et professionnel désastreux et sont exposés à la vindicte populaire et à la violence des mouvances extrémistes et des forces de police.

La censure du nucléaire et l'institution des « kishas clubs » coûte au **Japon** (53^{ème}, -31) plus de trente places, une chute alarmante pour un pays habituellement très bien classé. En **Argentine** (54^{ème}, -7), un bras de fer entre certains groupes de presse privés et le gouvernement, notamment au sujet de la nouvelle loi de régulation de l'audiovisuel, ont lieu dans un contexte tendu et le pays perd plus de cinq places.

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

AFRIQUE



L'AFRIQUE DE L'EST STAGNE DANS LES PROFONDEURS DU CLASSEMENT, LE MALI DÉGRINGOLE

L'Afrique de l'Est, cimetière pour journalistes

En **Somalie** (175^{ème}, -11), dix-huit professionnels de l'information ont été tués, victimes d'attentats à la bombe ou directement visés dans des assassinats ciblés, faisant de l'année 2012 la plus meurtrière de l'histoire pour la presse de ce pays. Cet État de la corne de l'Afrique fut en 2012 le deuxième pays le plus dangereux au monde pour les acteurs de l'information après la Syrie. En **Érythrée** (179^{ème}, dernière place du classement pour la sixième année consécutive), on ne tue pas, mais on laisse mourir, ce qui revient à peu près au même. La plus grande prison d'Afrique pour les journalistes en renferme au moins une trentaine. Sur les onze incarcérés depuis 2001, sept ont succombé à leurs conditions de détention ou se sont suicidés. Depuis la suspension de la presse privée il y a plus de dix ans, les médias indépendants n'existent pas, sauf en exil, et la terreur règne.

L'est du continent est aussi une terre de censure et de répression. Le **Soudan** d'Omar el-Béchir, où les confiscations de journaux n'ont pas cessé et où de nombreux journalistes ont été interpellés pendant l'été, reste bien ancré à la 170^{ème} place, parmi les dix derniers pays au classement. **Djibouti** (167^{ème}, -8), pays sans presse privée, a détenu, pendant plus de trois mois, un collaborateur du site d'informations La Voix de Djibouti. Malgré la libération de deux journalistes suédois arrêtés en 2011, l'**Éthiopie** (137^{ème}) perd dix places en raison de l'application liberticide de la loi anti-terroriste de 2009 et du maintien en détention de plusieurs journalistes locaux.

Troubles politiques au Mali et en Centrafrique

Longtemps présenté comme un bon élève du continent en matière de démocratie et de liberté de la presse, le **Mali** (99^{ème}, -74 soit la plus forte chute au niveau mondial) paie la situation dans laquelle le pays a sombré en 2012. Le putsch militaire du 22 mars à Bamako et la prise du nord du pays par les indépendantistes touaregs et fondamentalistes islamistes ont exposé les médias à la censure et aux exactions. De nombreuses radios du Nord ont alors interrompu leurs programmes tandis que plusieurs journalistes, maliens ou étrangers, ont été agressés dans la capitale. Autant d'exactions relevées avant l'intervention militaire de janvier 2013.

Sur l'année 2012, la **République centrafricaine** occupe la 65^{ème} place. Les événements survenus depuis le début de la rébellion du Séléka, en toute fin d'année (des radios saccagées, une journaliste tuée), ne sont pas pris en considération dans ce classement, évitant au pays une chute de plus de cinquante places. Cette nette dégradation sera prise en compte dans l'édition 2014. Enfin, le *black out* médiatique et la censure militaire qui ont accompagné le coup d'État du 12 avril dernier justifient le recul de dix-sept places de la **Guinée-Bissau** (92^{ème}).

Les pays des « prédateurs censeurs »

Yahya Jammeh, le roi Mswati III, Paul Kagamé,

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Afrique

et Teodoro Obiang Nguema formont, avec des chefs d'État comme Issaïas Afewerki (**Érythrée**) ou Ismaël Omar Guelleh (**Djibouti**), un club semble-t-il prisé : celui des dirigeants africains – fantasques ou austères, tous autoritaires – qui tiennent leur pays d'une main de fer et contrôlent très étroitement l'information. Leurs pays respectifs, la **Gambie** (152^{ème}), le **Swaziland** (155^{ème}), le **Rwanda** (161^{ème}), et la **Guinée équatoriale** (166^{ème}), se situent tous dans les trente dernières places du classement. Le pluralisme y est réduit à peau de chagrin, et la critique du chef de l'État fortement déconseillée.

Des baisses très significatives

Plusieurs journalistes inquiétés voire malmenés, *N'Djaména Bi-Hebdo* temporairement suspendu, son directeur condamné à de la prison avec sursis, un projet de loi tenu secret mais fortement liberticide : le **Tchad** (121^{ème}) perd cette année 18 places. Après une lente mais sûre progression depuis la formation du gouvernement d'union nationale en 2009 et les licences accordées à des quotidiens indépendants, le **Zimbabwe** (133^{ème}, -16) marque le pas. La violence et les arrestations de journalistes sont lancinantes et si des élections se tiennent, comme prévu, en 2013, ce sera dans un climat tendu pour la presse. Relativement bien classé en 2011-2012, le **Soudan du Sud** (124^{ème}) perd treize places après l'assassinat d'un éditorialiste – le premier dans l'histoire de ce jeune pays – et alors que les médias et journalistes locaux attendent toujours l'adoption de trois projets de loi sur la presse.

Malgré la tenue d'États généraux de la communication, l'avenir de la presse reste à la fois incertain et inquiétant au **Cameroun** (120^{ème}, -23). Dans les hauteurs du classement, le **Niger** (43^{ème}) perd cependant quatorze places à cause de l'irresponsabilité de quelques journalistes tentés d'abuser de la liberté qui leur est accordée. Enfin, en **Tanzanie** (70^{ème}, -36), en l'espace de quatre mois, un journaliste a été tué alors qu'il couvrait une manifestation et un autre a été retrouvé mort, manifestement assassiné.

Le **Burundi** (132^{ème}) ne perd que deux places mais reste très mal classé. Les convocations de journalistes ont diminué, mais l'affaire Hassan

Ruvakuki, condamné à la prison à perpétuité puis à trois ans de réclusion en appel, fait peser sur la presse un climat de peur.

« Retours à la normale »

Après une terrible année 2011 marquée par la dérive dictatoriale du défunt président Bingu Wa Mutharika, une violente répression de la couverture des manifestations et l'assassinat du blogueur Robert Chasowa, le **Malawi** (75^{ème}) enregistre en 2012 la plus forte progression mondiale (+71) et retrouve, à quelques places près, la position qu'il occupait en 2010. De même pour la **Côte d'Ivoire** (96^{ème}, +63), où de nombreux problèmes demeurent, mais qui avait « plongé » dans le précédent classement à cause des conséquences de la crise postélectorale, de l'assassinat en 2011 d'un journaliste et d'un collaborateur des médias, et de la guerre civile qui avait secoué Abidjan en avril. Enfin, l'**Ouganda** (104^{ème}) gagne trente-cinq places, à la faveur d'une année 2012 moins difficile que la précédente, mais la situation des médias est loin d'être satisfaisante. L'année s'est achevée par des menaces ouvertes proférées par le président Yoweri Museveni à l'encontre de plusieurs radios.

Des progressions encourageantes

Après une élection présidentielle qui s'est finalement déroulée dans un climat plutôt apaisé pour les médias – en dépit de quelques regrettables agressions de journalistes – et avec l'accès au pouvoir d'un Président, Macky Sall, qui a affirmé être prêt à dépénaliser les délits de presse, l'année 2012 a été celle de l'espoir pour le **Sénégal** (59^{ème}, +16). Tout reste cependant à prouver en 2013, comme est venue le rappeler, en décembre, la condamnation d'un journaliste à de la prison ferme.

Au **Libéria** (97^{ème}, +13), l'élection présidentielle de novembre 2011 avait été noircie par des suspensions de médias et des violences contre des journalistes. Le climat pour les médias était bien meilleur cette année. À l'été, la présidente de la République, Ellen Johnson Sirleaf, est

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Afrique

devenue la deuxième chef d'État africain, après le Nigérien Mahamadou Issoufou, à signer la Déclaration de la Montagne de la Table, s'engageant ainsi à promouvoir la liberté de la presse.

Enfin, la **Namibie** (19ème), le **Cap-Vert** (25ème), et le **Ghana** (30ème) restent les pays africains traditionnellement les mieux classés.

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

AMÉRIQUES



VIOLENCES ET POLARISATION PERSISTANTES SUR LE CONTINENT AMÉRICAIN

Des progressions en trompe l'oeil ; sursauts variables au sud du continent

Le surgissement de mouvements protestataires d'envergure - et leur répression - avait fortement modifié la position de certains pays en 2011. Le reflux de ces mouvements change logiquement la donne un an plus tard. Ainsi au **Chili** (60^{ème}, +20) où les mobilisations étudiantes n'ont pas retrouvé en 2012 leur ampleur de l'année précédente. Les actions répressives se sont cette fois concentrées dans la région Aysén, traversée au premier trimestre par une forte vague protestataire. Cette remontée du **Chili** au classement mérite toutefois d'être relativisée compte tenu des graves déséquilibres au sein de son espace de communication, de la criminalisation des médias communautaires, en particulier en terre Mapuche, et des difficultés rencontrées par des journalistes enquêtant sur la dictature (1973-1990).

Bénéficiant d'une dynamique similaire, les **États-Unis** (32^{ème}, +15), où la répression dirigée contre Occupy Wall Street n'avait pas épargné les journalistes de terrain, retrouvent un rang plus conforme à leur réputation de « pays du Premier amendement ». À l'inverse, le **Canada** (20^{ème}, -11 points) perd cette année son rang de pays le mieux noté du continent au bénéfice de la **Jamaïque** (13^{ème}). Il le doit pour une part aux entraves subies par des journalistes durant le mouvement étudiant dit du « Printemps érable », mais aussi aux menaces persistantes contre le secret des sources et la protection des données privées des internautes, malmenée par le décret fédéral C-30 de lutte contre la cybercriminalité.

Les nouvelles tendances les plus nettes s'ob-

servent au Sud. Le **Brésil** (108^{ème}), endeuillé par les assassinats de cinq journalistes en 2012, recule encore de dix places, après une chute de 41 rangs en 2011. Son paysage médiatique se distingue, lui aussi, par de forts déséquilibres. Très dépendants du pouvoir politique au sein des États, les médias régionaux sont les plus exposés aux attaques, aux agressions de leur personnel, ainsi qu'à des ordres de censure judiciaire affectant aussi la blogosphère. Violente, la campagne des élections municipales d'octobre 2012 a exacerbé ces situations.

Polarisation et coup d'État, fauteurs de chute

Au **Paraguay** (91^{ème}, -11), le coup d'État institutionnel du 22 juin 2012 contre le président Fernando Lugo n'a guère tardé à produire ses effets en matière de communication et d'information. Une véritable purge au sein du personnel des médias publics mis en place sous le mandat du président déchu s'est accompagnée de censures régulières de programmes. Les radios communautaires craignent aussi pour leurs trop rares fréquences.

Toujours au Sud, le **Pérou** (105^{ème}, +10), connu pour son taux d'agressions élevés, devance cette fois le Brésil, qui lui-même domine d'un point la **Bolivie** (109^{ème}) où plusieurs médias ont été les cibles d'attentats spectaculaires (dynamitages, incendies criminels) et où la polarisation pèse nationalement et localement. Marqué par une année d'extrême tension entre le gouvernement et les principaux secteurs de la presse privée, l'**Équateur** (119^{ème}, -15) passe, quant à lui, derrière le **Venezuela** (117^{ème}). Plusieurs fermetures abusives de médias ont

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Amériques

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

ponctué la période dans le pays andin, qui compte un journaliste tué et où plus de 170 cas de violences ont été dénombrés dans un climat de « guerre médiatique ».

Bien que d'ampleur moins dramatique, la polarisation devient préoccupante en **Argentine** (54^{ème}) qui cède quelques places dans un contexte général d'affrontements accrus entre le gouvernement et certains secteurs de la presse privée. Au premier chef : le groupe Clarín, réfractaire à la pleine application de la nouvelle loi de régulation audiovisuelle (Ley de Medios), adoptée en 2009. À l'est du Rio de la Plata, l'**Uruguay** (27^{ème}) gagne à nouveau du terrain, à moins de dix points du **Costa Rica** (18^{ème}), toujours en tête des pays d'Amérique latine.

Les forts contrastes observés en 2011 en Amérique centrale connaissent peu de changement en 2012. Déficits de pluralisme, tensions récurrentes avec le pouvoir politique, pressions et autocensures expliquent en large partie la quasi stagnation du **Panama** (111^{ème}) -où les attaques contre les journalistes ont triplé en un an, d'après les syndicats locaux- du **Guatemala** (95^{ème}) et du **Nicaragua** (78^{ème}). À l'inverse, le **Salvador** (38^{ème}) doit sa position enviable à des efforts gouvernementaux en matière de lutte contre l'insécurité, même si journalistes et médias dénoncent souvent les carences d'accès à l'information auprès des institutions et organismes publics. Une diminution globale des violences envers les journalistes et des procédures défavorables à la liberté d'informer justifie la progression de la **République Dominicaine** (80^{ème}, +15), mais loin derrière son voisin **Haïti** (44^{ème}), où la situation reste dans l'ensemble inchangée malgré l'attitude, parfois agressive, du président Michel Martelly, dont s'estiment victimes certains journalistes.

Turbulences caribéennes ; les mêmes pays dans l'abîme

Tensions politiques et abus procéduriers expliquent les positions des autres pays des régions Guyanes et Caraïbes. **Trinité-et-Tobago** (43^{ème}) n'en a pas fini avec les tentatives de traçage de sources de journalistes et les écoutes téléphoniques sauvages, auxquelles le gouvernement avait pourtant promis de mettre

fin en 2010. Au **Surinam** (31^{ème}, -9), les relations parfois houleuses entre le président Desi Bouterse et une partie de la profession ne sauraient s'arranger depuis le vote de la loi amnistiant les assassinats, trente ans plus tôt, de quinze opposants dont cinq journalistes. Le dictateur d'alors s'appelait... Desi Bouterse, revenu au pouvoir par les urnes en 2010. Dans les sept États de l'Est caribéens (**OECS**) (34^{ème}), un recul de huit points doit à des pressions parfois directes des pouvoirs politiques sur les rédactions ainsi qu'à un trop lent processus de dépenalisation des délits de « diffamation » et d'« injure ». Ces mêmes pressions sont dénoncées au **Guyana** (69^{ème}), dont le classement pâtit toujours d'une situation de monopole de l'État sur la radio.

Dans les profondeurs du classement, le **Honduras** (127^{ème}), où deux journalistes ont été tués en lien direct avec l'exercice de leur métier, en reste au *statu quo* imposé par le coup d'État du 28 juin 2009. Jamais n'ont faibli les persécutions envers les médias d'opposition et radios communautaires, ni la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme ou des mouvements sociaux pourvoyeurs d'informations sur des questions sensibles (conflits agraires, abus de la police, droits des minorités).

Malgré les espoirs suscités par les nouvelles négociations entre le gouvernement et la guérilla des FARC, la **Colombie** (129^{ème}) doit encore faire face à la présence du narco-paramilitarisme, véritable prédateur pour ceux qui œuvrent au service de l'information. Malgré une légère diminution du nombre d'agressions, le pays compte un journaliste assassiné en 2012.

Au Nord, le **Mexique** (153^{ème}) conserve son rang de pays le plus dangereux du continent pour la profession, avec six tués. Violences et censure ont notamment émaillé la séquence des élections controversées du 1^{er} juillet 2012, qui ont signé le retour à la présidence fédérale du Parti de la révolution institutionnelle (PRI). Dernier classé du continent et seul pays à ne tolérer -à de très rares exceptions-, aucune presse indépendante, **Cuba** (171^{ème}) sort d'une année de forte répression envers la dissidence. L'île compte aujourd'hui deux journalistes emprisonnés, dont l'un est issu de la presse d'État.

ASIE-PACIFIQUE



TEMPS CLAIR EN BIRMANIE, COUVERT SUR UNE GRANDE PARTIE DE L'ASIE

Seuls trois pays du continent asiatique figurent dans le premier quart du tableau, tandis que 15 pays en occupent les 45 dernières places. Les partis uniques du continent se comportent plus que jamais comme des prédateurs de la liberté de la presse.

Révolution de papier en Birmanie

La **Birmanie** a connu des changements spectaculaires en 2012 et figure désormais au 151^{ème} rang, soit une progression de 18 places, loin devant ses habituels « voisins » répressifs à l'encontre de la presse. Plus aucun journaliste ni cyberdissident n'est emprisonné dans les geôles de l'ancienne dictature militaire. Si les réformes législatives ont été seulement amorcées, les mesures du gouvernement en faveur de la presse, l'abandon de la censure préalable et l'autorisation de retour sur le territoire pour les médias en exil, constituent des avancées significatives.

la junte militaire.

Au **Vietnam** et en **Chine**, les acteurs de l'information en ligne, blogueurs et net-citoyens, font face à une répression toujours plus forte. Nombreux sont les moines tibétains condamnés ou kidnappés pour avoir transmis à l'étranger des informations sur la situation catastrophique des droits de l'homme qui prévaut dans cette région de l'ouest du pays. Les médias privés et la presse étrangère continuent d'être régulièrement censurés par le département de la propagande. Face à la montée en puissance des réseaux sociaux et leur capacité mobilisatrice, les autorités ont redoublé d'effort afin d'affûter la surveillance des contenus « sensibles », immédiatement retirés de la Toile. En moins d'un an, la justice vietnamienne a condamné 12 blogueurs et cyberdissidents à des peines allant jusqu'à 13 ans d'emprisonnement, faisant du pays la deuxième prison du monde pour les net-citoyens, derrière la **Chine**.

Dégradation généralisée en Asie du Sud

Le sous-continent indien est la région d'Asie qui observe la plus forte dégradation du climat pour les acteurs de l'information en 2012. Aux **Maldives**, qui s'effondrent à la 103^{ème} place (-30), les événements qui ont provoqué la démission du président Mohammed Nasheed, en février 2012 se sont accompagnés de violences et de menaces ciblant les journalistes de la télévision publique et les médias privés jugés pro-Nasheed par les putschistes. Depuis, les atteintes à la liberté de la presse se sont multipliées : de nombreux professionnels des médias ont été arrêtés, agressés ou intimidés

Chine, Vietnam, Laos, Corée du Nord : *statu quo*

Dirigés par des partis autoritaires, la **Corée du Nord** (178^{ème}), la **Chine** (173^{ème}), le **Vietnam** (172^{ème}) et le **Laos** (168^{ème}), refusent toujours d'accorder à leurs citoyens la liberté d'être informés. Le contrôle de l'information est un enjeu de taille pour ces régimes effrayés par la perspective d'être ouvertement critiqués. Au pouvoir depuis le 30 décembre 2011, Kim Jong-un perpétue la politique de son père, Kim Jong-il, et semble gouverner de concert avec

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Asie-Pacifique

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

en marge de manifestations. Le 5 juin 2012, le journaliste indépendant et blogueur **Ismail « Hilath » Rasheed** a survécu *in extremis* à la première tentative de meurtre commise sur un journaliste dans l'archipel.

Quatre journalistes ont été tués en 2012 en **Inde** et au **Bangladesh**, qui chutent respectivement à la 140^{ème} et 144^{ème} place du classement. Dans la « plus grande démocratie du monde », les autorités s'obstinent à censurer le Net et instaurer de plus en plus de tabous sur la Toile, alors que s'installe un climat d'impunité pour les auteurs de violences à l'encontre des médias et que s'accroît l'isolement des régions du Cachemire et du Chhattisgarh. Le **Bangladesh** n'est pas en reste. Les journalistes y font régulièrement l'objet de violences policières. Quand elles ne perpètrent pas des agressions, les forces de l'ordre, par leur passivité, contribuent à l'impunité dont jouissent les ennemis de la presse, trop rarement traduits en justice. Les meurtriers et les commanditaires du double meurtre des journalistes **Sagar Sarowar** et **Meherun Runi**, n'ont pas été appréhendés et l'enquête, cyniquement confiée aux forces spéciales Rapid Action Battalion, en est toujours au point mort. Les conditions de travail des journalistes au **Pakistan** (159^{ème}, -8) et au **Népal** (118^{ème}, -12) continuent de se dégrader, en l'absence de politique gouvernementale de protection de la presse.

L'archipel des interdictions

Rétrogradé de la 22^{ème} à la 53^{ème} position, le **Japon** enregistre la plus forte baisse parmi les pays asiatiques. Les autorités interdisent toute couverture indépendante de sujets liés de manière directe ou indirecte à l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima. Des journalistes indépendants dénonçant l'étouffement du débat public ont été victimes de censure, d'intimidation policière et de harcèlement judiciaire. La survivance du système discriminatoire des « kisha clubs », associations de journalistes qui restreignent l'accès à l'information à leurs membres, constitue un élément structurel très négatif.

L'Afghanistan, une remontée réelle mais fragile

L'**Afghanistan** (128^{ème}, +22) est largement mieux notée que les années précédentes, même si les violences contre les journalistes n'ont pas complètement disparu et que l'impunité est tolérée par le gouvernement. En 2012, le pays ne compte aucun journaliste tué et les arrestations de professionnels des médias se sont raréfiées. Le retrait des troupes de la coalition étrangère et l'aggravation de la situation chez son voisin pakistanais rendent néanmoins cette progression très fragile.

Cambodge et Malaisie : la tendance autoritaire

La situation de la presse devient critique au **Cambodge**, qui perd 26 places pour atteindre la 143^{ème} position du classement, un niveau inédit pour le pays. Depuis 2011, les médias, notamment les radios indépendantes locales et étrangères, y subissent une politique de censure orchestrée par un ministère de l'Information de plus en plus impitoyable. Le 1^{er} octobre 2012, **Mam Sonando**, directeur d'une radio indépendante, a été condamné à une peine de 20 ans de prison pour « insurrection » et « incitation à l'usage d'armes contre l'État ». Le recul de la liberté de l'information s'est traduit par des attaques meurtrières et des menaces de mort à l'encontre des journalistes dénonçant la corruption du gouvernement et les activités illégales portant atteinte à l'environnement.

La **Malaisie** (145^{ème}) s'offre un triste record en perdant 23 places. Malgré une lutte acharnée des défenseurs des libertés et des médias en ligne, la politique répressive du gouvernement, illustrée lors de la répression du rassemblement de Bersih 3.0 en avril 2012 et par ses manœuvres répétées de censure, continue de bafouer les libertés fondamentales, en particulier le droit à l'information.



Asie-Pacifique

Papouasie-Nouvelle-Guinée et Fidji : journalistes menacés dans l'indifférence générale

Dans ces deux archipels du Pacifique, les menaces contre la presse ne doivent pas être prises à la légère. En **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (41^{ème}, -6), les forces de l'ordre sont systématiquement impliquées dans plusieurs cas d'agressions de journalistes. Aux **Fidji** (107^{ème}), malgré une remontée de 10 places qui s'explique en partie par les mouvements des autres pays dans cette partie du classement, les médias sont menacés, par le Media Industry Development Decree, d'amendes exorbitantes, voire de peines de prison ferme pour un rédacteur en chef du *Fiji Times*.

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

EUROPE ET EX-URSS



MARASME EN EUROPE DE L'EST ET EN ASIE CENTRALE

**Au-delà des frontières
de l'Union européenne,
la liberté de l'informa-
tion s'effondre.
À l'intérieur de l'Union,
la Hongrie et la Grèce
dégringolent ; dans
les Balkans, les
anciennes pratiques
liberticides s'enra-
cinent.**

Statu quo pour une bonne partie des pays de l'Union européenne. Seize d'entre eux figurent toujours dans les trente premières places. Un résultat à première vue encourageant s'il ne masquait pas l'érosion lente d'un modèle européen confronté à ses nombreuses incohérences et à des situations inquiétantes au sein des onze autres pays membres, dont certains évoluent aujourd'hui au delà de la 80^{ème} place.

L'hémorragie législative entamée en 2011 ne s'infléchit pas en 2012, notamment en **Italie** (57^{ème}, +4) où la dépénalisation de la diffamation n'est toujours pas acquise et où les institutions instrumentalisent dangereusement les « lois bâillons ». Le marasme publicitaire et les coupes budgétaires, qui entraînent une fragi-

lisation constante du modèle économique du secteur médiatique, commencent également à faire sentir leurs effets. Dans l'attente de la concrétisation des promesses du nouveau gouvernement sur le secret des sources, l'audiovisuel public et Internet, la **France** (37^{ème}, +1) maintient sa position.

La **Hongrie** (56^{ème}, -16) paie toujours le prix de ses réformes législatives liberticides qui ont considérablement modifié la pratique du journalisme. Plus inquiétant cependant, la chute vertigineuse de la **Grèce** (84^{ème}, -14) où les journalistes évoluent dans un contexte social et professionnel désastreux. Exposés à la vindicte populaire et toujours confrontés à la violence des mouvances extrémistes et des forces de police, journalistes et photo-reporters doivent désormais faire face à l'activisme ultra violent des néo-nazis du parti Aube Dorée. Le pays rejoint désormais la **Bulgarie** (87^{ème}, +2) où les promesses de réformes sont restées lettre morte et où Internet n'offre désormais plus le même refuge aux journalistes indépendants.

La **Croatie** (64^{ème}, +4), qui doit rejoindre l'Union européenne en juin 2013, et la **Serbie** (63^{ème}, +17) présentent un bilan mitigé. La poursuite des réformes législatives entraîne de fait une amélioration sans faire oublier les nombreux obstacles et la persistance des anciennes pratiques qui nuisent toujours au journalisme indépendant. L'**Albanie** (102^{ème}, -6), le **Monténégro** (113^{ème}, -6) mais surtout la **Macédoine** (116^{ème}, -22) ferment le classement des pays des Balkans et partagent un triste constat : acharnement judiciaire basé sur la pratique d'une législation souvent inadaptée, impossibilité d'accès aux données publiques, violence physique et morale contre les acteurs de l'information, marchés publicitaires institutionnels et

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

privés instrumentalisés, emprise de l'économie grise sur les principaux rouages du système médiatique : autant d'obstacles au droit d'informer et d'être informé. S'inspirant par ailleurs dangereusement des exemples hongrois ou italiens, le parlement macédonien organise désormais la « légalisation de la censure », soufflant en permanence le chaud et le froid sur une profession souvent esseulée.

La course vers le bas de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale

Des « modèles régionaux » indignes

En dépit d'un paysage médiatique pluraliste et vivace, la **Turquie** (154^{ème}, -6) s'enracine à une place infamante au regard du rôle de « modèle régional » auquel elle aspire. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », la démocratie turque est aujourd'hui la plus grande prison du monde pour les journalistes. La paranoïa sécuritaire de l'État, qui tend à voir en chaque critique le résultat de complots ourdis par diverses organisations illégales, s'est encore accentuée au cours d'une année marquée par un fort regain de tension sur la question kurde. L'annonce d'une réforme de la loi antiterroriste, maintes fois promise et repoussée, et la reprise du dialogue entre les autorités et la rébellion kurde du PKK, aboutiront-elles à un réel changement d'approche ?

La **Russie** (148^{ème}, -6) a donné le ton d'une année 2012 marquée par des durcissements répressifs dans l'espace ex-soviétique. Si les manifestations de l'opposition, d'une ampleur inédite, ont révélé au grand jour une société civile plus vocale que jamais, l'État y a répondu par une répression tous azimuts : re-pénalisation de la diffamation, contrôle accru d'Internet, criminalisation des ONG de défense des droits de l'homme financées par l'étranger... Une nouvelle ère s'ouvre dans laquelle les rapports entre l'État et la société ne seront plus jamais les mêmes, mais pour la liberté de l'information,

les défis à relever restent immenses.

Alors qu'elle vient de prendre la présidence tournante de l'OSCE, l'**Ukraine** (126^{ème}, -10) affiche le pire bilan pour les médias depuis la « révolution orange » de 2004. Chroniquement élevé, le niveau de violence à l'encontre des journalistes atteint des records, dans la plus grande impunité. Ce climat malsain ne fait que renforcer la vulnérabilité des médias indépendants face à des pressions de plus en plus fortes.

L'année 2012 marque un tournant au **Kazakhstan** (160^{ème}, -6). Engagé dans une fuite en avant répressive, le régime du président Noursoultan Nazarbaïev se rapproche de plus en plus du « modèle » ultra-autoritaire de ses voisins ouzbek et turkmène. Marquée par des tentatives d'assassinats, des arrestations et diverses manœuvres d'intimidation à l'égard des journalistes indépendants, l'année se termine avec la fermeture pure et simple des principaux médias d'opposition nationaux.

Mise en place d'une armée de « volontaires » chargés de la surveillance du Net, blocage de plus en plus régulier de sites d'information indépendants ou de Facebook... Le **Tadjikistan** (123^{ème}, -1) met les bouchées doubles pour rattraper son retard sur ses voisins en matière de cybercensure.

Azerbaïdjan et Bélarus : retour au *statu quo*

La remontée de l'**Azerbaïdjan** (156^{ème}, +6) et du **Bélarus** (157^{ème}, +11) n'a rien de vraiment réjouissant : elle ne correspond qu'à un retour partiel au *statu quo ante*, après une année 2011 marquée par la violente répression de mouvements de contestation. Par dizaines, interpellations et passages à tabac de journalistes avaient alors précipité ces dictatures vers les tréfonds du classement mondial. Mais l'horizon est loin de se dégager à l'ombre des ego démesurés d'Alexandre Loukachenko et d'Ilham Aliiev : journalistes indépendants et net-citoyens courent toujours de grands risques en remplissant leur mission d'information. En Azerbaïdjan, l'étai se resserre sur ce qui reste de

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

la presse d'opposition et plusieurs journalistes crouissent en prison, sans avoir été jugés, dans des conditions de détention déplorables. 2013 s'ouvre avec de nouvelles arrestations et brutalisations massives, qui promettent une nouvelle glissade du pays dans la prochaine édition du classement.

En queue de classement, Turkménistan et Ouzbékistan restent un enfer pour les journalistes

En **Ouzbékistan** (164^{ème}, -7) et au **Turkménistan** (177^{ème}, 0), les années passent et se ressemblent. Alors qu'elle parfait son contrôle d'Internet, la sinistre dictature du président ouzbek Islam Karimov maintient toujours une mainmise étroite sur les médias et une dizaine de journalistes emprisonnés dans des conditions effroyables. La proclamation officielle du multipartisme et de la liberté d'expression n'a rien changé en pratique au totalitarisme du régime turkmène, qui voisine comme chaque année

avec la Corée du Nord et l'Érythrée dans le classement mondial. « Réélu » triomphalement avec 97% des voix en février 2012, le président Gourbangouly Berdymoukhammedov, désormais officiellement qualifié de « protecteur » de la nation, accélère la mise en place de son propre culte de la personnalité.

Un « peloton de tête » très étalé, des défis similaires

Malgré leur importante dispersion dans cette édition du classement mondial, la **Moldavie** (55^{ème}, -2), l'**Arménie** (74^{ème}, +3), la **Géorgie** (100^{ème}, +4) et le **Kirghizstan** (106^{ème}, +2) partagent un certain nombre de caractéristiques communes. Marqués par un pluralisme important et un faible degré de censure étatique, ces pays ont encore d'importants défis à relever en matière d'indépendance des médias et de climat de travail des journalistes. Souvent pris à partie dans des sociétés fortement polarisées, ces derniers restent la proie facile de divers groupes de pression.

Reporters sans frontières
défend et promeut la liberté
d'informer et d'être informé
partout dans le monde.
L'organisation, basée à Paris,
compte dix bureaux
à l'international (Berlin,
Bruxelles, Genève, Madrid,
Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis,
Vienne et Washington DC)
et plus de 150 correspondants
répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT



2012, AN II DU NOUVEAU MONDE ARABE

En 2011, les soulèvements populaires liés aux « printemps arabes » avaient provoqué de nombreux bouleversements du classement. En 2012, la situation demeure très hétérogène, entre les pays où les régimes sont tombés, ceux où ils survivent (encore) mais font face à des rébellions, enfin les pays où les autorités, à force de compromis et promesses, ont calmé les revendications de changement(s).

Fond de classement pour la Syrie et le Bahreïn

La **Syrie** occupe la 176^{ème} position du classement, c'est-à-dire la quatrième en partant de la fin. De tous les pays classés, c'est celui où les exactions contre la liberté de l'information auront été les plus nombreuses. Les professionnels de l'information sont pris pour cibles par les différentes parties au conflit, par l'armée régulière et par les factions d'opposition, qui s'y livrent une guerre de l'information.

Le gain de huit places du **Bahreïn** (165^{ème}) n'est que relatif. La répression a continué en 2012, mais avec un degré de violences moindre en comparaison avec l'année précédente, particulièrement dure (le pays était alors passé de la 144^{ème} à la 173^{ème} place). Le **Bahreïn** a perdu 66 places en l'espace de quatre ans et demeure aujourd'hui parmi les vingt derniers pays du classement.

Des révolutions fertiles pour la liberté d'informer ?

Après la chute des dictateurs, les promesses de pluralisme et d'indépendance des médias ne dépassent pas toujours suffisamment le stade des seules paroles.

La **Libye** (131^{ème}, +23) gagne plus de vingt places. Cette forte progression s'explique par les conséquences positives de la fin de 42 ans de règne de Muammar Kadhafi sur la liberté de l'information. Le classement précédent avait été plombé par les exactions commises au cours de l'année 2011. Toutefois, les améliorations attendent d'être confirmées, avec l'inscription du principe de la liberté de l'information dans la Constitution. Elles appellent aussi la mise en place de lois garantissant ce principe et apportant de véritables protections pour les journalistes, ainsi que des garde-fous en faveur du pluralisme et de l'indépendance des médias.

La **Tunisie** (138^{ème}) deux ans après la chute de Ben Ali, perd quatre places, alors qu'elle avait nettement progressé en 2011 (+30 places). Pourquoi? Les agressions de journalistes se sont multipliées au cours du premier trimestre de 2012 ; depuis, les autorités ont entretenu le vide juridique en retardant la mise en oeuvre des décrets-lois régissant les médias. Pratique qui a rendu possible des nominations arbitraires à la tête des organes publics. À souligner le discours le plus souvent méprisant, voire haineux, des hommes politiques envers les médias et professionnels de l'information.

Deux ans après le départ d'Hosni Mubarak, l'**Égypte** (158^{ème}) gagne 8 places, mais cette amélioration est relative, tant 2011 avait été placée sous le signe de la violence contre les journalistes. Le pays avait alors perdu 39 places (passant de la 127^{ème} à la 166^{ème} position). En 2012, journalistes et net-citoyens ont continué à être les cibles d'agressions, d'arrestations et de procès. Un journaliste a trouvé la mort en décembre. Les Frères musulmans ont procédé à la nomination des directeurs et rédacteurs en chef des journaux gouvernementaux peu de temps après leur arrivée au pouvoir, ce qui n'a pas été sans conséquences importantes sur la ligne éditoriale de ces médias. Le projet de

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Maghreb et Moyen-Orient

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Constitution adopté fin 2012 contient des dispositions trop vagues et clairement liberticides. Les possibilités de fermeture ou de confiscation de médias demeurent possibles sur ordre d'un juge.

Le **Yémen** (169^{ème}, +2) stagne dans les 10 derniers du classement. Un an après la prise de fonction du nouveau président Abd Rab Mansour Hadi, le cadre législatif n'a pas changé. Les journalistes subissent toujours agressions et procès, voire des condamnations à des peines de prison ferme. Le projet de loi sur l'audiovisuel privé et les médias électroniques, présenté au Parlement en 2012, qui comporte un certain nombre de dispositions liberticides, n'a pas été totalement abandonné.

Dans les Etats « épargnés » par les printemps arabes, les acteurs de l'information mis au pas

Secoué par des mobilisations socio-économiques, le **Sultanat d'Oman** (141^{ème}) perd 24 places, la plus forte baisse enregistrée pour la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord en 2012. Près de 50 net-citoyens et blogueurs ont été poursuivis pour 'crimes de lèse majesté' et/ou 'crimes de cybercriminalité' ne serait-ce qu'en 2012. Pas moins de 28 ont été condamnés au cours du seul mois de décembre, à l'issue de procès méprisant les droits de la défense. Les autorités avaient multiplié - mais pas mis en oeuvre - les promesses pour calmer de potentielles revendications de changement politique et/ou socio-économique.

La promulgation en septembre 2012 d'un décret royal liberticide explique en partie le recul de la **Jordanie** (134^{ème}, -6). Ce décret modifie le code de la presse et restreint drastiquement la liberté de l'information, notamment pour les médias en ligne, balayant les promesses de réformes annoncées par le gouvernement au plus fort des soulèvements populaires de 2011. Les journalistes sont poursuivis devant les juridictions militaires, notamment lorsque des critiques sont émises à l'encontre de la famille royale.

L'**Algérie** (125^{ème}, -3) perd quelques places, du fait de la multiplication des agressions et des

procès à l'encontre des professionnels de l'information, et l'augmentation des pressions économiques sur les médias indépendants. Plus d'un an après le vote par le Parlement algérien d'une nouvelle loi sur l'information, censé abolir le monopole de l'audiovisuel public, l'autorité de régulation, préalable indispensable, n'a pas encore été instituée. Aucune chaîne de droit privé algérien n'a pu voir le jour. La nouvelle législation reste donc théorique, un simple effet d'annonce.

La position du **Maroc** (136^{ème}, +2) est stable. Si des réformes du système des médias ont été annoncées après la mise en place du gouvernement d'Abdelilah Benkirane en novembre 2011, les promesses, notamment la dépénalisation des délits de presse, tardent à se concrétiser. L'arbitraire et l'absence de transparence sont souvent de mise dans les prises de décision, notamment dans l'octroi et le retrait des accréditations.

La **Palestine** (146^{ème}) demeure dans le dernier quart du classement. Elle progresse toutefois de 7 places. L'amélioration des relations entre l'Autorité palestinienne et le Hamas a des conséquences positives pour la liberté de l'information et le climat de travail des journalistes.

Si l'**Irak** (150^{ème}) prend 2 places, cette amélioration est là encore relative, et s'explique par la chute que le pays avait connue l'année précédente (l'**Irak** avait alors perdu de 22 places). La situation sécuritaire des journalistes reste plus que préoccupante, avec trois tués en lien avec leurs activités professionnelles (sept en 2011). Les entraves au travail des journalistes sont quotidiennes.

Les positions de l'**Arabie saoudite** (163^{ème}, -5), du **Koweït** (77^{ème}, +1) et des **Emirats arabes unis** (114^{ème}, -2) évoluent légèrement.

Le **Liban** (101^{ème}) recule de 8 places avec le renforcement de la polarisation des médias libanais du fait du conflit syrien. Les journalistes ne sont pas à l'abri de détentions arbitraires et de mauvais traitements.

La chute de 20 places d'**Israël** (112^{ème}) s'explique par les exactions commises par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens; exactions auparavant comptabilisées distinctement sous l'entité '**Israël** (hors territoire



Maghreb et Moyen-Orient

israélien)'. Tsahal a délibérément pris pour cibles les journalistes et les bâtiments abritant des médias proches ou affiliés au Hamas lors de l'opération militaire « Pilier de Défense » en novembre 2012. Et les arrestations et détentions arbitraires de professionnels de l'information palestiniens restent monnaie courante. L'existence d'une censure militaire demeure problématique sur le plan structurel, même si les journalistes disposent d'une réelle liberté de ton.

médias audiovisuels sont placés sans exception sous le contrôle du ministère des Renseignements et des Gardiens de la révolution. Les autorités ont internationalisé leur répression en prenant en otage les familles de journalistes iraniens travaillant pour des médias basés à l'étranger ainsi que des journalistes collaborant pour des médias internationaux en Iran. La République islamique est l'une des cinq plus grandes prisons du monde pour les acteurs de l'information.

L'Iran prend les familles en otages

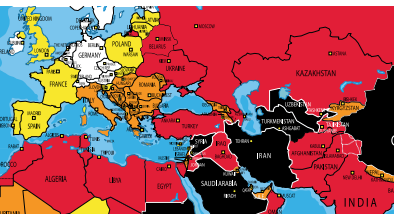
La chute de la **Somalie** dans le classement en raison de l'hécatombe de 2012 permet à l'**Iran** (174^{ème}) de gagner une place. La presse écrite, les sites d'informations sur Internet ainsi que les

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

CLASSEMENT MONDIAL 2013

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2013 - NOTE MÉTHODOLOGIQUE



Le classement mondial publié chaque année évalue la liberté d'informer dans près de 180 pays. Il reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes, les médias et les net-citoyens de chaque pays ainsi que les moyens mis en œuvre par les États pour respecter et faire respecter cette liberté.

Le questionnaire utilisé pour la compilation de ce classement a été adressé aux organisations partenaires de Reporters sans frontières (18 associations de défense de la liberté d'expression dispersées sur les cinq continents), à son réseau de 150 correspondants, à des journalistes, des chercheurs, des juristes ou des militants des droits de l'homme. Les 179 pays classés sont ceux pour lesquels Reporters sans frontières a reçu des questionnaires remplis par différentes sources. D'autres n'y figurent pas par manque d'informations fiables et étayées.

La méthodologie utilisée pour établir le classement de la liberté de la presse enregistre une évolution importante grâce à l'adoption d'un nouveau questionnaire. Les questions chiffrées permettant de comptabiliser les exactions sont désormais traitées par les équipes de Reporters sans frontières. Parmi elles on compte, pour chaque pays : le nombre de journalistes, collaborateurs des médias et net-citoyens emprisonnés et tués dans l'exercice de leur fonction, le nombre de journalistes enlevés et de journalistes en exil, le nombre d'agressions et d'interpellations, ainsi que le nombre de médias censurés sur la période donnée. En cas d'occupation militaire d'un ou de plusieurs territoires, les exactions commises par les représentants du pays responsable sont prises en compte et constituent un indicateur de violation du droit à l'information en territoire étranger.

Le reste du questionnaire, soumis à des experts extérieurs et au réseau de Reporters sans frontières, se concentre sur des problématiques telles que le degré d'autocensure affectant les

producteurs d'information, l'ingérence du pouvoir dans le contenu éditorial ou encore la transparence des dispositifs gouvernementaux. Le cadre légal ainsi que sa performance font également l'objet de questions plus détaillées. Des problématiques ont été ajoutées ou complétées, comme les questions de concentration économique, de favoritisme dans l'attribution des subventions et de la répartition de la publicité publique. De la même manière, la discrimination dans l'accès aux professions du secteur médiatique et la formation au journalisme ont été prises en compte.

Dans le tableau final, une note et une position sont attribuées à chaque pays. Ces deux éléments sont des indicateurs complémentaires permettant d'apprécier l'état de la liberté de la presse dans un pays. Afin de renforcer la valeur informative du classement et améliorer la comparabilité d'une édition à l'autre, le score est désormais défini sur une échelle de 0 à 100 qui sera conservée dans les prochaines éditions. 0 y représente la meilleure note, 100 la pire. Le classement est une photographie de la situation à une période donnée. Il tient compte des événements survenus entre le début du mois de décembre 2011 et la fin du mois de novembre 2012. Il ne prend pas en compte l'ensemble des violations des droits de l'homme, mais uniquement les atteintes à la liberté d'informer.

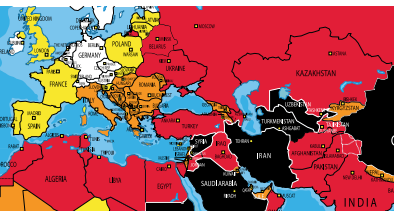
Enfin, en aucun cas, ce classement ne saurait être pris pour un indicateur de la qualité de la presse.

Comment nous avons compilé le classement mondial de la liberté de la presse 2013

Les questions sont attachées à six grandes thématiques. À l'aide d'un système de

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



pondérations affectées à chaque réponse possible, les pays obtiennent une note sur 100 pour chacune de ces 6 thématiques. Ces notes sont les indicateurs utilisés pour mesurer le score final de chaque pays.

Pluralisme

[indicateur scorePlu]

Mesure le degré de représentation des opinions dans l'espace médiatique

Indépendance des médias

[indicateur scoreInd]

Mesure la capacité laissée aux médias de fonctionner en toute indépendance du pouvoir

Environnement et autocensure

[indicateur scoreEnA]

Analyse les conditions d'exercice du journalisme

Cadre légal

[indicateur scoreCaL]

Analyse la qualité du cadre légal et mesure sa performance

Transparence

[indicateur scoreTra]

Mesure la transparence des institutions et les procédures impactant la production d'information

Infrastructures

[indicateur scoreInf]

Mesure la qualité des infrastructures soutenant la production d'information

Reporters sans frontières établit de son côté une note, également sur 100, qui exprime le degré des violences commises à l'encontre des

journalistes sur la période donnée. Cette note est calculée grâce aux activités de monitoring des équipes de RSF.

Un score total, qui permet de classer les pays, est obtenu à partir de ces 7 notes.

Un premier score est calculé sur la base du questionnaire seul, selon les pondérations suivantes :

$$SCOA = \frac{1}{3} \cdot Plu + \frac{1}{6} \cdot (Ind + EnA + CaL) + \frac{1}{12} \cdot (Tra + Inf)$$

Un second score reprend de manière équivalente le premier mais en intégrant la note des exactions à hauteur de 20% :

$$SCOB = \frac{1}{5} \cdot Exa + \frac{4}{15} \cdot Plu + \frac{2}{15} \cdot (Ind + EnA + CaL) + \frac{1}{15} \cdot (Tra + Inf)$$

Le score qui sera affecté est déterminé de la façon suivante :

$$ScoreFinal = \max(SCOA, SCOB)$$

La note exaction est calculée selon la formule suivante :

$$scoreExa = 10 * \log(90 * Mor + Coeff_i * Emp_i + 10 * Enl + 5 * Med + 3 * Exi + Arr + Agr + noteHT)^1$$

Plus la période d'incarcération d'un journaliste, d'un net-citoyen ou d'un collaborateur des médias est longue, plus cet emprisonnement pénalise le pays responsable. Le coefficient de pondération prend donc les valeurs suivantes, selon le nombre d'année d'incarcération i $Coeff_i$

	1-	2	3	4	5	6	7	8	9	10	10+
$Coeff_i$	10	20	35	60	80	85	87	88	89	89,5	$\lim_{\infty} Coeff_i = 90$

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

1. Mor : nombre de morts, Emp_i : nombre d'emprisonnés depuis i années, Enl : nombre d'enlevés, Med : nombre de saccage de médias, Exi : nombre d'exils, Arr : nombre d'arrestations, Agr : nombre d'agressions, $noteHT$: note du respect de la liberté d'informer en territoire étranger.



CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2013

Rang	Pays	Note	Évolution
1	Finlande	6,38	0 (1)
2	Pays-Bas	6,48	+1 (3)
3	Norvège	6,52	-2 (1)
4	Luxembourg	6,68	+2 (6)
5	Andorre	6,82	-
6	Danemark	7,08	+4 (10)
7	Liechtenstein	7,35	-
8	Nouvelle-Zélande	8,38	+5 (13)
9	Islande	8,49	-3 (6)
10	Suède	9,23	+2 (12)
11	Estonie	9,26	-8 (3)
12	Autriche	9,40	-7 (5)
13	Jamaïque	9,88	+3 (16)
14	Suisse	9,94	-6 (8)
15	Irlande	10,06	0 (15)
16	République tchèque	10,17	-2 (14)
17	Allemagne	10,24	-1 (16)
18	Costa Rica	12,08	+1 (19)
19	Namibie	12,50	+1 (20)
20	Canada	12,69	-10 (10)
21	Belgique	12,94	-1 (20)
22	Pologne	13,11	+2 (24)
23	Slovaquie	13,25	+2 (25)
24	Chypre	13,83	-8 (16)
25	Cap-Vert	14,33	-16 (9)
26	Australie	15,24	+4 (30)
27	Uruguay	15,92	+5 (32)
28	Portugal	16,75	+5 (33)
29	Royaume-Uni	16,89	-1 (28)
30	Ghana	17,27	+11 (41)
31	Surinam	18,19	-9 (22)
32	États-Unis	18,22	+15 (47)
33	Lituanie	18,24	-3 (30)
34	OECS	19,72	-9 (25)
35	Slovénie	20,49	+1 (36)
36	Espagne	20,50	+3 (39)

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	Évolution
37	France	21,60	+1 (38)
38	El Salvador	22,86	-1 (37)
39	Lettonie	22,89	+11 (50)
40	Botswana	22,91	+2 (42)
41	Papouasie-Nouvelle-Guinée	22,97	-6 (35)
42	Roumanie	23,05	+5 (47)
43	Niger	23,08	-14 (29)
44	Trinité-et-Tobago	23,12	+6 (50)
45	Malte	23,30	+13 (58)
46	Burkina Faso	23,70	+22 (68)
47	Taïwan	23,82	-2 (45)
48	Samoa	23,84	+6 (54)
49	Haïti	24,09	+3 (52)
50	Corée du Sud	24,48	-6 (44)
51	Comores	24,52	-6 (45)
52	Afrique du Sud	24,56	-10 (42)
53	Japon	25,17	-31 (22)
54	Argentine	25,67	-7 (47)
55	Moldavie	26,01	-2 (53)
56	Hongrie	26,09	-16 (40)
57	Italie	26,11	+4 (61)
58	Hong-Kong	26,16	-4 (54)
59	Sénégal	26,19	+16 (75)
60	Chili	26,24	+20 (80)
61	Sierra Leone	26,35	+2 (63)
62	Maurice	26,47	-8 (54)
63	Serbie	26,59	+17 (80)
64	Croatie	26,61	+4 (68)
65	République centrafricaine	26,61	-3 (62)
66	Tonga	26,70	-3 (63)
67	Mauritanie	26,76	0 (67)
68	Bosnie-Herzégovine	26,86	-10 (58)
69	Guyana	27,08	-11 (58)
70	Tanzanie	27,34	-36 (34)
71	Kenya	27,80	+13 (84)
72	Zambie	27,93	+14 (86)
73	Mozambique	28,01	-7 (66)
74	Arménie	28,04	+3 (77)
75	Malawi	28,18	+71 (146)
76	Congo	28,20	+14 (90)
77	Koweït	28,28	+1 (78)
78	Nicaragua	28,31	-6 (72)
79	Bénin	28,33	+12 (91)
80	République dominicaine	28,34	+15 (95)



Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	Évolution
81	Lesotho	28,36	-18 (63)
82	Bhoutan	28,42	-12 (70)
83	Togo	28,45	-4 (79)
84	Grèce	28,46	-14 (70)
85	Kosovo	28,47	+1 (86)
86	Guinée	28,49	0 (86)
87	Bulgarie	28,58	-7 (80)
88	Madagascar	28,62	-4 (84)
89	Gabon	28,69	+12 (101)
90	Timor-Leste	28,72	-4 (86)
91	Paraguay	28,78	-11 (80)
92	Guinée-Bissau	28,94	-17 (75)
93	Seychelles	29,19	-20 (73)
94	Chypre (partie Nord)	29,34	+8 (102)
95	Guatemala	29,39	+2 (97)
96	Côte d'Ivoire	29,77	+63 (159)
97	Liberia	29,89	+13 (110)
98	Mongolie	29,93	+2 (100)
99	Mali	30,03	-74 (25)
100	Géorgie	30,09	+4 (104)
101	Liban	30,15	-8 (93)
102	Albanie	30,88	-6 (96)
103	Maldives	31,10	-30 (73)
104	Ouganda	31,69	+35 (139)
105	Pérou	31,87	+10 (115)
106	Kirghizstan	32,20	+2 (108)
107	Fidji	32,69	+10 (117)
108	Brésil	32,75	-9 (99)
109	Bolivie	32,80	-1 (108)
110	Qatar	32,86	+4 (114)
111	Panama	32,95	+2 (113)
112	Israël	32,97	-20 (92)
113	Monténégro	32,97	-6 (107)
114	Émirats arabes unis	33,49	-2 (112)
115	Nigeria	34,11	+11 (126)
116	Macédoine	34,27	-22 (94)
117	Venezuela	34,44	0 (117)
118	Népal	34,61	-12 (106)
119	Équateur	34,69	-15 (104)
120	Cameroun	34,78	-23 (97)
121	Tchad	34,87	-18 (103)
122	Brunei	35,45	+3 (125)
123	Tadjikistan	35,71	-1 (122)
124	Soudan du Sud	36,20	-13 (111)
125	Algérie	36,54	-3 (122)



Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	Évolution
126	Ukraine	36,79	-10 (116)
127	Honduras	36,92	+8 (135)
128	Afghanistan	37,36	+22 (150)
129	Colombie	37,48	+14 (143)
130	Angola	37,80	+2 (132)
131	Libye	37,86	+23 (154)
132	Burundi	38,02	-2 (130)
133	Zimbabwe	38,12	-16 (117)
134	Jordanie	38,47	-6 (128)
135	Thaïlande	38,60	+2 (137)
136	Maroc	39,04	+2 (138)
137	Éthiopie	39,57	-10 (127)
138	Tunisie	39,93	-4 (134)
139	Indonésie	41,05	+7 (146)
140	Inde	41,22	-9 (131)
141	Oman	41,51	-24 (117)
142	RD Congo	41,66	+3 (145)
143	Cambodge	41,81	-26 (117)
144	Bangladesh	42,01	-15 (129)
145	Malaisie	42,73	-23 (122)
146	Palestine	43,09	+7 (153)
147	Philippines	43,11	-7 (140)
148	Russie	43,42	-6 (142)
149	Singapour	43,43	-14 (135)
150	Irak	44,67	+2 (152)
151	Birmanie	44,71	+18 (169)
152	Gambie	45,09	-11 (141)
153	Mexique	45,30	-4 (149)
154	Turquie	46,56	-6 (148)
155	Swaziland	46,76	-11 (144)
156	Azerbaïdjan	47,73	+6 (162)
157	Bélarus	48,35	+11 (168)
158	Égypte	48,66	+8 (166)
159	Pakistan	51,31	-8 (151)
160	Kazakhstan	55,08	-6 (154)
161	Rwanda	55,46	-5 (156)
162	Sri Lanka	56,59	+1 (163)
163	Arabie saoudite	56,88	-5 (158)
164	Ouzbékistan	60,39	-7 (157)
165	Bahreïn	62,75	+8 (173)
166	Guinée équatoriale	67,20	-5 (161)
167	Djibouti	67,40	-8 (159)
168	Laos	67,99	-3 (165)
169	Yémen	69,22	+2 (171)
170	Soudan	70,06	0 (170)

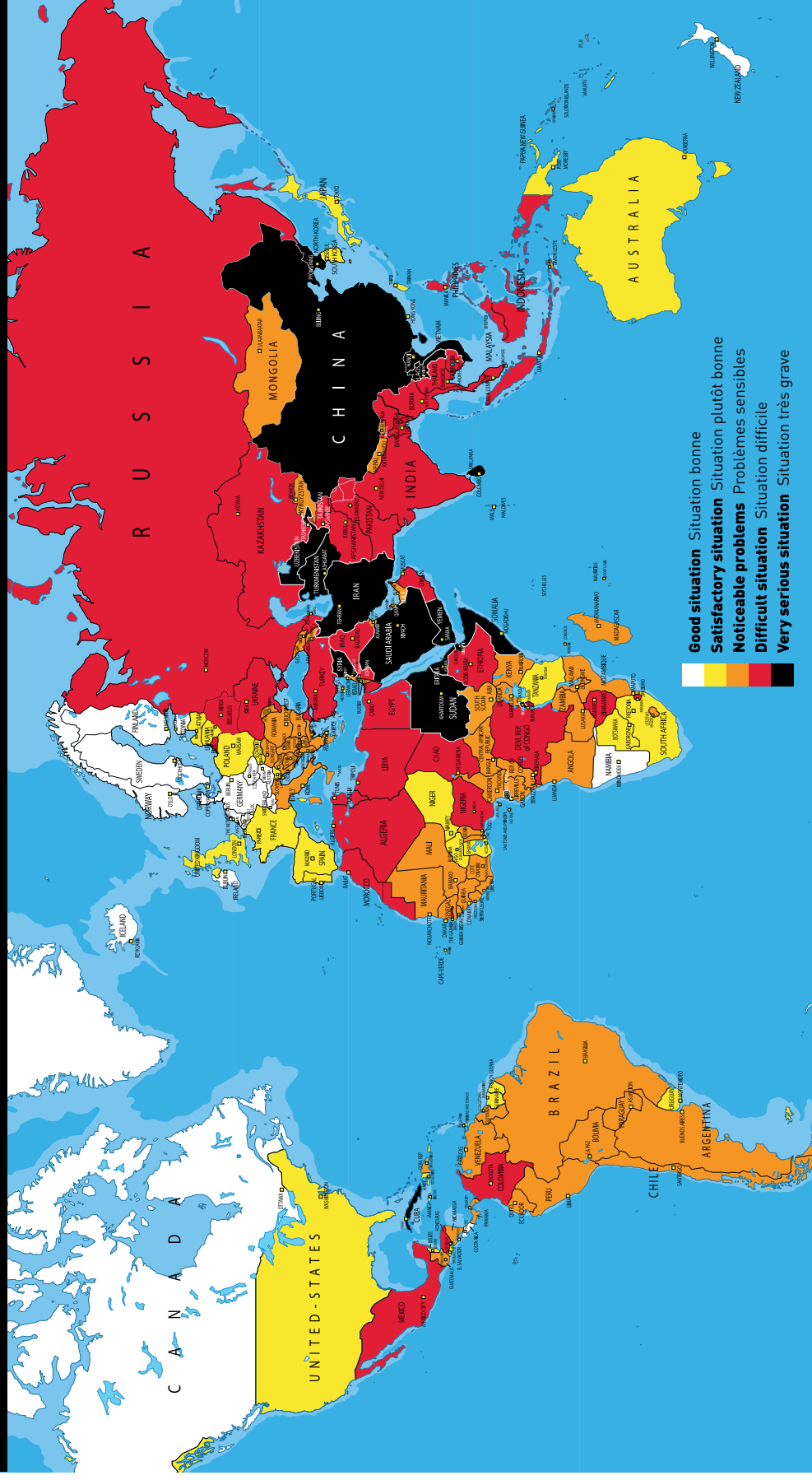


Rang	Pays	Note	Évolution
171	Cuba	71,64	-4 (167)
172	Vietnam	71,78	0 (172)
173	Chine	73,07	+1 (174)
174	Iran	73,40	+1 (175)
175	Somalie	73,59	-11 (164)
176	Syrie	78,53	0 (176)
177	Turkménistan	79,14	0 (177)
178	Corée du Nord	83,90	0 (178)
179	Érythrée	84,83	0 (179)

Reporters sans frontières défend et promeut la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Milan, Stockholm, Tripoli, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

FREEDOM OF THE PRESS WORLDWIDE IN 2013



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE EN 2013

